Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 30 n°28 | Edmonton, semaine du 9 au 15 août 1996 | 12 pages | 60c

Les Albertains au secours des Saguenéens

PATRICIA HÉLIE

CALGARY — La communauté francophone de Calgary, dans un geste de sympathie envers ses compatriotes du Québec, a mis sur pied un fonds de secours pour venir en aide aux gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean, durement touchés par d'importantes inondations il y a deux semaines.

À ces initiateurs francophones se sont rapidement greffés plusieurs anglophones qui, eux aussi bouleversés par les événements, ont multiplié les efforts pour aider les Saguenéens et les Jeannois.

Selon la vice-présidente du comité de fonds de secours, mme Suzanne Sawyer, les Albertains se mobilisent: «Pour qu'ils (les Saguenéens et les Jeannois) sachent qu'ils ne sont pas seul et qu'on s'inquiète pour eux. La grande majorité de nos bénévoles ne connaissent personne qui demeure au Saguenay-Lac-Saint-Jean et font leur possible pour organiser des activités de financement afin de leur apporter l'aide nécessaire.»

Parmi les divers organismes qui ont décidé de mettre l'épaule à la roue, la compagnie de taxi *Associated Cab* est de ceux-ci. Le président, M. Roger Richard, a décidé de s'impliquer en plaçant des tirelires dans chaque bureau de sa compagnie. Ce sont donc les chauffeurs qui contribuent à grossir les coffres du fonds de secours. Par la suite, la compagnie ajoutera elle aussi sa contribution. Les franchises *Associated Cab*, *Coop Taxi* et *Mayfair Taxi* de Calgary, *Associated Cab* de Red Deer ainsi que *Coop Taxi* et *Yellow Cab* d'Edmonton regroupent, à eux seuls, environ 1600 chauffeurs. Monsieur Richard espère que d'autre compagnies suivront son exemple.

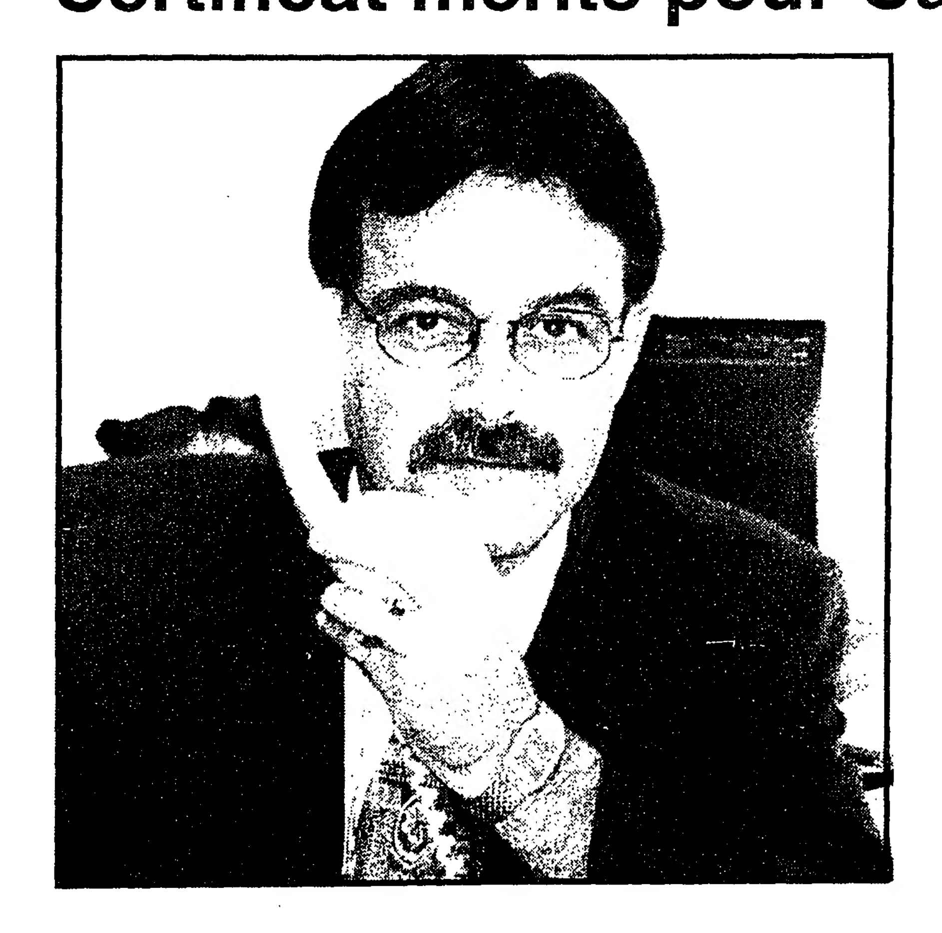
Également, la député de Calgary sud-est, Jan Brown, a fait une collecte de vêtements et de meubles qui seront acheminés vers le Saguenay.

La totalité des fonds recueillis sera versée dans le compte du fonds de la Croix-Rouge, à la caisse populaire de Chicoutimi, compte qui sera géré par le maire de Chicoutimi, M. Ulric Blackburn, et par monseigneur Couture, évêque de la région. Lors de la mise sur pied du fonds de la Croix-Rouge, l'objectif était d'amasser 2 millions de dollars. Le total s'élève maintenant à près de 8 millions$.

Présidé par M. Camil Simard, le comité, par ses différentes levées de fonds, a permis d'amasser environ 5000 dollars jusqu'à maintenant. La population du Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui reçoit des dons de plusieurs organisations à travers le pays, est très surprise de l'aide reçue. «Les gens sont étonnés de l'attitude des Canadiens envers eux et sont très reconnaissant envers tous les organismes, indique mme Johanne St-Pierre, journaliste au journal *Le Quotidien* de Chicoutimi. Il y a tellement de dons qui proviennent de partout au Canada qu'on ne peut pas toujours savoir de quelle région il s'agit, mais on tente de faire savoir aux sinistrés quelles sont les différentes sources de dons.»

Le comité du Fonds de secours du Saguenay sera actif jusqu'au 31 octobre prochain.

Certificat mérite pour Camille Bérubé



PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — Camille Bérubé, gérant de la caisse populaire Saint-Vital de Beaumont, a mérité, en juin dernier, un certificat du Conseil canadien de la coopération (CCC). Ce certificat-mérite lui a été remis par le CCC, qui fêtait son 50ième anniversaire, au cours de leur assemblée générale annuelle qui se tenait à Gaspé, au Québec.

Monsieur Bérubé a reçu ce certificat pour avoir marqué le développement du mouvement coopératif francophone canadien. Près de 40 certificats ont été émis à travers la francophonie canadienne et il est le seul, à travers la province, à avoir reçu cette distinction. Notons que monsieur Bérubé à été administrateur du CCC de 1985 à 1994, en plus d'avoir occupé le poste de secrétaire du conseil d'administration en 1992-93.

"Douter de tout ou tout croire, ce sont deux solutions également commodes, qui l'une et l'autre nous dispensent de réfléchir."

Henri Poincaré

Les conséquences sont ressenties jusqu'en région

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — «Quand les gouvernements disent que tout va bien et qu'il n'y a pas de problème, ils jouent à l'autruche, en se mettant la tête dans le sable»; c'est du moins l'opinion du docteur Denis Vincent, au sujet des coupures qui sévissent présentement dans le domaine de la santé.

Le docteur Vincent, qui possède son propre cabinet à Saint-Isidore, est d'avis que les coupures ont été faites de façon trop draconiennes pour pouvoir continuer à donner des soins de qualités à la population et ce, même en région. Par exemple, 3 000 infirmiers et infirmières ont perdus leur emploi en plus d'une centaine de médecins. «Nous avons perdu de très bonnes infirmières, tandis que le nouveau personnel est moins formé et doit s'occuper de beaucoup plus de patient que leurs prédécesseurs». Les médecins ont donc un surplus de travail et moins de ressources humaines et financières à leur disposition.

Résultat: les listes d'attente s'allongent sans cesse et les patients sont retournés à la maison plus rapidement qu'il serait nécessaire, en compensant par des soins à domicile. Mais encore là, il y a un manque de coordination: les soins à domicile ne sont pas encore assez organisés pour fournir au surplus de travail. Les gens retournent donc à la maison plus rapidement, sans aucune garantie qu'ils recevront d'autres soins une fois chez eux.

Toujours selon le docteur Vincent, en régionalisant l'administration des services de santé, nous nous sommes retrouvés avec moins de services, moins d'accès à ces services et moins de professionnels. «Si il y avait eu une meilleure consultation entre le gouvernement et les médecins, les choses auraient peut-être été différentes». Il ajoute que les médecins d'Edmonton ont très bien fait de se réunir pour discuter du problème. «Ils (les médecins) se sont raliés pour faire des revendications au nom de tous, c'était la meilleure façon de faire, et ils ont eu raison d'agir de la sorte».

Conscient que les coupures ne touchent pas seulement l'Alberta, le docteur Vincent se dit soucieux de celles qui affecteront le Québec très bientôt. «Ici nous avons eu d'assez grosses coupures, en peu de temps, mais au Québec, les coupures seront probablement beaucoup plus importantes à cause de l'importance du déficit. Nous on devrait pouvoir se réorganiser rapidement, mais je m'inquiète pour le Québec.»

Médecins francophones en région

On va chercher nos stagiaires au Québec

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — À chaque année, le docteur Denis Vincent, médecin à Saint-Isidore, doit aller chercher ses stagiaires à l'extérieur de l'Alberta, parce que trop peu de médecins de famille sont formés ici. Depuis quelques années, il reçoit donc des stagiaires québécois pour combler ce manque.

Les jeunes médecins ne sont pas portés à étudier en médecine familiale parce que c'est un genre de médecine où ils doivent être très débrouillard et avoir assez de sang froid pour faire face à des situations parfois difficiles. Comme il n'y a pas de spécialistes de toutes sortes à quelques portes, les médecins sont appelés à faire eux-même certaines interventions chirurgicales. Par exemple, si quelqu'un fait un infarctus, il n'y a pas de cardiologue qui peut se rendre sur place assez rapidement pour donner les soins appropriés. C'est donc le médecin qui devra donner les soins requis. «Les jeunes ont un peu peur de ça, mais il suffit d'un stage pour qu'ils prennent beaucoup de confiance en eux» explique le docteur Vincent. Le problème est encore plus important quand il s'agit de recruter des médecins francophones...

Mais ce n'est pas le seul facteur qui joue contre les régions. Quand les étudiants terminent leurs études, ils sont habitués à certains services comme le cinéma et les grands magasins, ce qu'ils ne retrouveront pas en région. Également, les jeunes sont quelques fois réticents à s'exiler en région parce qu'ils hésitent à s'éloigner de leur ami(e) de coeur. Le recrutement est donc plutôt ardu.

C'est pourquoi, encore cette année, le docteur Vincent va recruter quatre stagiaires québécois afin de promouvoir la médecine familiale régionale, en milieu francophone.

18 Albertains en stage à Québec

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — L'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), en collaboration avec le ministère du Patrimoine canadien et les ministères de l'Éducation de chacune des provinces, a reçu 92 participants impliqués dans le domaine de l'enseignement, pour un stage de deux semaines, au Québec.

À sa huitième année, ce stage a permis à 18 personnes de l'Alberta de partager des expériences pédagogiques et culturelles de niveau pré-scolaire, primaire et secondaire. Également, des ateliers pour les membres de la direction et les gens travaillant en alphabétisation étaient disponibles. Les participants ont aussi eu l'occasion d'échanger avec leurs homologues des autres provinces qui, comme eux, ont à faire face aux difficultés de l'enseignement de la langue française en milieu anglo-dominant.

Parmi les Albertains qui ont participé à ce stage, mme Margot Fauchon de Saint-Paul était de la partie. Coordonnatrice du Centre d'éducation communautaire de l'Alberta pour la région centre nord-est, elle ne regrette pas son stage. «Comme je ne travaille en alphabétisation que depuis avril, il me manquait des connaissances de base que je suis allée chercher à Québec. Ça m'a également permis de me créer un réseau de personnes ressources en plus de développer de nouvelles amitiés.»

De son côté, mme Dominique Doucet, directrice d'une école francophone à Fort McMurray, est allée se res-sourcer. Elle revient de Québec riche d'un bagage de projets scolaires et d'une dynamique culturelle francophone. «Ce n'est pas facile de former les jeunes pour qu'ils soient fiers de leur langue et de leur culture, surtout quand les parents les inscrivent en immersion pendant un an et à l'école francophone l'année d'ensuite. L'enseignement en milieu minoritaire, ce n'est vraiment pas facile. Échanger avec d'autres directeurs qui vivent la même chose que moi m'a permis de voir d'autres façons de fonctionner.»

Rappelons que les stages de perfectionnement de l'ACELF sont uniques au Canada puisqu'ils sont les seuls à s'intéresser à l'éducation en français langue première en milieu anglo-dominant.

Décision historique d'un juge ontarien:

Le gouvernement ne peut pas stopper la construction d'une école de langue française pour des raisons budgétaires.

Ottawa (APF): Le gouvernement ontarien ne peut pas stopper la construction d'une école de langue française sous prétexte qu'il est aux prises avec de graves difficultés financières, pour la simple et bonne raison que les droits linguistiques des francophones sont reconnus à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

Dans un jugement historique, la Cour de l'Ontario ordonne au gouvernement Harris d'approuver la construction de l'école secondaire Sainte-Famille de Dufferin Peel à Mississauga et de débourser sans plus tarder les 10,182,000 millions nécessaires à la réalisation du projet. Selon le juge, le droit constitutionnel des francophones à l'instruction dans leur langue, a préséance sur les restrictions budgétaires.

Le 6 mars dernier, le gouvernement Harris décrétait un moratoire d'un an sur toute nouvelle construction d'école. Le gouvernement néo-démocrate avait déjà autorisé la construction d'une nouvelle école de langue française à Dufferin Peel et approuvé son financement, avant de perdre le pouvoir aux mains des Conservateurs.

L'avocat des parents, Me Paul Rouleau, a choisi d'obtenir un jugement rapide par la voie d'une révision judiciaire. Cette procédure, qui est beaucoup plus rapide qu'une poursuite judiciaire, consistait à demander à un juge de réviser la décision du ministre de l'Education d'imposer un moratoire sur toute nouvelle construction. Le juge a rendu son ordonnance au lendemain de l'audition de la requête.

Selon Me Paul Rouleau, ce jugement confirme que les gouvernements ne peuvent pas contourner facilement leurs obligations à l'endroit des francophones, lorsqu'il est question de l'éducation en langue française.

La construction de la nouvelle école, qui accueillera 300 élèves, devrait débuter au mois d'août. Le gouvernement peut cependant en appeler de la décision de la cour.

Festival du Patrimoine

Ma journée à la découverte du festival

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — Toc,toc,toc. «Patricia, on emmène les enfants au festival du Patrimoine, tu viens avec nous?», me lance ma propriétaire et amie. Si je veux y aller? Mais bien sûr! Moi qui habite Edmonton depuis un gros deux semaines, il n'y a rien pour m'empêcher d'aller au festival du Patrimoine. Depuis que j'ai mis les pieds en Alberta que j'en entend parler, je vais au moins savoir si c'est vrai que c'est bon! En plus, il fait un soleil radieux, c'est la journée idéale pour partir à l'aventure.



Les enfants ont apprécié le spectacle des "Bûcherons" photo: Patricia Hélie

Bien sûr, je me rendais également à la fête en espérant trouver un bon sujet d'article pour le journal. Mais au bout d'une heure sur le site, chaque chose que je découvrais était déjà bien connue de vous tous. J'ai donc décidé de savourer ma journée et de découvrir le festival pour moi toute seule.

Après avoir fait le tour du kiosque des Canadiens français plus d'une fois pour bien me rappeler des différents organismes qui s'y trouvaient (*La Girandole*, *La Cité francophone*, la *Faculté Saint-Jean*, le *Centre culturel Marie-Anne Gaboury*, le *Conseil scolaire régional* et l'*ACFA*), je me suis amusée au son de la musique des **Bûcherons** et d'un groupe formé de **Pierre et Joanne Lamoureux, Claire Cadrin** et **Gratien Sirois**. À noter, il n'y avait qu'un seul bûcheron (Declan Murphy). D'ailleurs, il était très sympathique, mais beaucoup plus anglophone qu'autre chose.

Pendant le spectacle, j'ai même eu la surprise de rencontrer quelqu'un avec qui j'ai étudié, au Québec. Elle aussi travaille maintenant à Edmonton. Le monde est petit!!!

Le spectacle terminé, j'ai avalé mon morceau de tarte au sucre avant de partir à la découverte du site avec mes compagnons d'aventure, eux, qui n'en étaient pas à leurs premières expériences à ce festival. En fait, je soupçonne Alain d'attendre le festival avec impatience toute l'année, comme les enfants attendent que Noël arrive enfin. Comme un gamin, il tentait de goûter à tout...

Mon premier arrêt fut pour l'Écosse, où plusieurs danseurs de toutes sortes s'en donnaient à coeur joie. Petit arrêt au Bengladesh pour goûter à un met au nom compliqué, ensuite c'est la Hollande où il y a encore des danseurs avec des costumes très colorés. On passe ensuite par le Ghana (où la bouffe est très épicé) et par le Japon avant de s'arrêter aux îles Fidji pour déguster du melon d'eau et goûter à la mangue pour la première fois de ma vie. C'est très, très bon. Quelques kiosques plus loin, les Grecs m'attendaient de pied ferme. Je suis repartie avec un spanacopita et un baklava. Après ce petit festin, je dis à mes compagnons: «Je suis pleine! Je ne mange plus!» Pourtant, quelques kiosques plus loin, plus précisément chez les Vietnamiens, j'avais encore un truc au nom compliqué entre les mains... Mal m'en prit car j'ai eu du mal à terminer la journée.

Chez les Espagnols, ce fût le coup de foudre. Les costumes des danseuses et l'atmosphère qui y régnait m'ont littéralement séduite. Une fois le spectacle terminé, les danseuses ont invité les gens à monter sur la scène pour danser "La Macarena" avec elles. Pas besoin de le dire deux fois, la scène s'est remplie en un rien de temps.

Sur la scène des Caraïbes, la musique était très entraînante et les curieux s'était massés en grand nombre. Même chose avec l'Arabie Saoudite et le Koweit.

Malheureusement, les enfants commençaient à en avoir assez et nous avons dû faire les derniers kiosques un peu vite. Cependant, j'ai tout de même eu le temps de voir qu'ils étaient aussi colorés que les précédants.

Ma journée m'a donc permis d'en découvrir davantage sur la vie albertaine. Et comme j'ai passé une très belle journée, il est probable que vous me retrouviez à Hawrelak Parc encore l'an prochain...

Festival du Patrimoine

Un retour pour les Canadiens français

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — Les 3, 4 et 5 août se tenait le festival du Patrimoine au parc Hawrelak d'Edmonton. Plusieurs milliers d'Albertains s'y donnaient rendez-vous pour une vingtième année consécutive. Le soleil n'étant de la partie que le samedi, le festival n'a malheureusement pas enregistré de foule record pour son vingtième anniversaire.

Cette édition du festival a été marquée par le retour des Canadiens français. La population a donc eu le loisir de déguster de la tourtière et de la tarte au sucre, au grand plaisir de tous et chacun. La partie musicale était assurée par *Les Bûcherons* (qui pour l'occasion ont été transformés en "Le Bûcheron", puisque le second joyeux luron était absent), et d'un groupe formé de Pierre et Joanne Laboureur, Claire Cadrin et Gratien Sirois, ainsi que par quelques autres interprètes.

Sous le chapiteau canadien français, on pouvait retrouver un kiosque d'artisanat et plusieurs organismes comme l'ACFA régionale et provinciale, la Cité francophone, le Centre culturel Anne-Marie-Gaboury, la Faculté Saint-Jean, le conseil scolaire régional et la troupe de danse La Girandole.

Au total, cinquante kiosques représentant autant de cultures étaient présents. Plus particulièrement, la Hollande, l'Espagne, les Caraïbes et l'Arabie-Saoudite ont su séduire leur auditoire.



Declan Murphy, un des membres du duo "Les Bûcherons" photo: Patricia Hélie

Programmes collégiaux bilingues

Feu vert pour l'Administration des affaires

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — Le programme collégial bilingue en gestion de bureau qui devait être offert cet automne au *Northern Alberta Institute of Technology* (NAIT), est reporté à septembre 1997 en raison des délais requis pour mettre sur pied les ressources nécessaires. Par contre, le programme en administration des affaires sera offert dès cet automne, à partir du 28 octobre.

Ce programme, d'une durée de deux ans, mène à quatre diplômes, soit finance, comptabilité, marketing et *management*. Les finissants et finissantes recevront décerner les premiers diplômes bilingues de niveau collégial dans l'Ouest canadien en avril 1998.

On se souvient que cette initiative du Centre éducatif communautaire de l'Alberta, et de la Faculté Saint-Jean, a bénéficié d'une subvention du gouvernement albertain pour la mise sur pied des deux programmes bilingues de formation professionnelle.

Éditorial

Une solidarité pas toujours désintéressée...

Les inondations catastrophiques du mois de juillet, dans la région du Saguenay au Québec, ont créé une zone sinistrée et ont causé d'importants dommages matériels. Mais c'est le sort des victimes qui a ému les Canadiens d'un océan à l'autre. De la Colombie-Britannique au Nouveau-Brunswick en passant par l'Alberta, les gens ont spontanément offert argent, vêtements et nourriture aux sinistrés.

En Alberta, des initiatives personnelles de francophones de Calgary et d'Edmonton ont permis de collecter des fonds qui seront versés à la Croix-Rouge pour pallier aux besoins les plus urgents. L'Association canadienne française de l'Alberta, par l'entremise de ses régionales, donne aussi aux gens la possibilité de faire un don et de recevoir un reçu pour fins d'impôts.

C'est dans les moments difficiles que la solidarité entre Canadiens s'exprime le mieux, et la preuve nous est encore donnée aujourd'hui.

Mais tous n'ont malheureusement pas la charité désintéressée.

Tout a commencé par une bataille de chiffres entre le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa, a savoir qui donnerait plus. Puis des personnalités politiques comme Jan Brown, l'ex-député réformiste, qui a amassé des vêtements et de la nourriture pour aider les Saguenéens; je ne dis pas que son geste ne part pas du coeur, mais un peu de visibilité ne fait pas de tort, et il y a lieu de se poser des questions...

Pour envenimer le débat, des membres du Parti réformiste ont laissé entendre que le fédéral jetait son argent par les fenêtres avec le fonds d'aide aux sinistrés. Il est triste de se rendre compte que la question nationale s'infiltre partout, même là où on ne devrait trouver que solidarité entraide plutôt que politique, stratégie et calcul.

Et tant qu'à être critique, soyons-le jusqu'au bout: j'espère que les médias québécois se souviendront de la réponse canadienne à la tragédie du Saguenay lorsqu'ils entendront parler d'une catastrophe qui aura lieu ailleurs au Canada; peut-être hésiteront-ils moins à franchir le mur du silence qui semble parfois entourer le reste du pays.

Francois Pageau

Lettres des Lecteurs



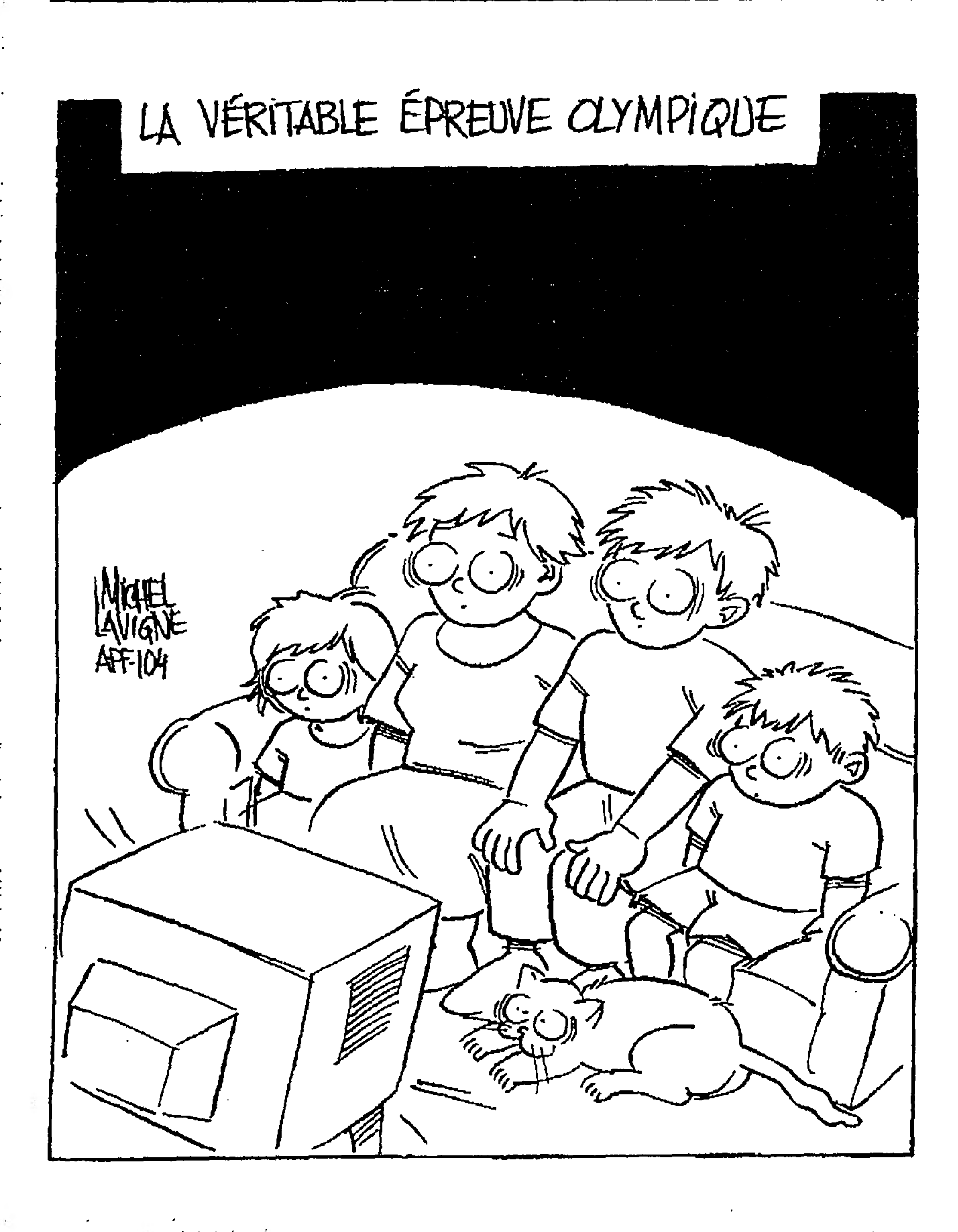
Notre société a un sérieux problème. Le nombre de crimes commis par des jeunes est incroyable. En 1990, aux États-Unis, 42 000 jeunes de 15 à 19 ans ont été tués par d'autres adolescents. La cause principale de tous ces actes violents est la corruption de la société par la mauvaise influence des autres adolescents, celle des médias et la piètre qualité des lois. Si nous avions de meilleures restrictions pour les médias en ce qui concerne la violence et si nous avions des lois plus strictes pour les adolescents, la violence serait probablement à un niveau beaucoup plus bas.

Les adolescents croient qu'ils doivent prouver qu'ils sont "macho" et "brave" pour être accepté des autres, ce qui les poussent à utiliser la violence pour avoir accès à la popularité. Ce n'est évidemment pas une façon de faire. Si chaque adolescent réussi à comprendre ça, la violence chez les jeunes baissera encore beaucoup. Il y a aussi les médias qui ont une grande influence sur les jeunes. Des films comme *"Terminator II: Le jugement dernier"* influencent négativement plusieurs d'entre nous. Les gens finissent par croire qu'il est normal de faire comme Arnold Schwarzeanegger dans la vie de tous les jours. Bien-sûr, nous aimons tous les films d'aventures mais, pour le bien de nos jeunes, nous devons imposer certaines restrictions. Une bonne solution pour prévenir la violence à la télévision est le *V-Chip*. Ce gadget assure les parents que les jeunes ne regarderont pas d'émissions violentes à la télévision. Je pense que si le V-Chip est encouragé, le taux de violence chez les jeunes baissera considérablement.

Pour ce qui est de notre système judiciaire, il n'est tout simplement pas adéquat. Les jeunes peuvent commettre des crimes horribles sans jamais aller en prison. Nous nous convainquons que les jeunes ne savent pas ce qu'ils font, qu'il ne savent pas faire la différence entre ce qui est bien ou mal, donc, qu'ils ne sont pas responsables de leurs actes. Les jeunes d'aujourd'hui savent très bien qu'ils n'auront pas de grosses sentences, peu importe le crime qu'ils commettent. Résultat: ils ne prennent pas la loi au sérieux. Je suis convaincue que si les lois étaient plus strictes envers les adolescents, ceux-ci auraient peur du système judiciaire et seraient plus tenté de le respecter.

Je suis concernée par le futur de notre société. Je le suis également par le futur des adolescents et celui de toute ma famille. Nous devons trouver des solutions à ce problème horrible qu'est la violence chez les jeunes, pour le bien de notre futur. J'espère que tous les professeurs, parents et autres adultes sauront parler aux jeunes pour leur faire comprendre le bon sens. C'est le seul moyen d'arriver à quelque chose.

Amanda Green



Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Directeur: François V. Pageau
Adjointe administrative: Micheline Brault
Journaliste: Patricia Hélie
Infographiste: Charles Adam
Correspondant national: Yves Lusignan, Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

Calgary: Jacques Girard et Alain Bertrand
Rivière-la-Paix: Patrice Savoie (St-Isidore) et Noëlla Fillion **(Donnelly)**
Centralta: Julie Bouchard-Dallaire et Lucienne Brisson (St-Albert) **Rivière-la-Paix**
Plamondon: Dany Martin

Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRAL WEB Colorpress, à Edmonton.

8923, 82e Avenue - Edmonton (AB) - T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 - **Télécopieur:** (403) 465-3647
lefranco@compusmart.ab.ca





OPSCOM



Document de travail sur la qualité du blé

OTTAWA — La Commission canadienne des grains (CCG) et la Commission canadienne du blé (CCB) ont rendu public un document de travail sur la qualité du blé. Ce document traite de certains défis auxquels le secteur du grain canadien doit faire face en raison de l'évolution des conditions du marché et de la technologie.

Le document présente également la distinction visuelle des grains selon quatre options et donne les avantages et les défis de chacune. Ces options sont les suivantes: conserver le système actuel de contrôle de la qualité, modifier les paramètres qualitatifs actuellement utilisés pour la reconnaissance des classes en retenant la distinction visuelle, retenir la distinction visuelle uniquement pour le blé roux de printemps ou, enfin, cesser d'utiliser la distinction visuelle.

Selon monsieur Milt Wakefield, commissaire en chef de la CCG, la participation des partenaires du secteur privé, qui peuvent transmettre leurs commentaires à la CCG et à la CCB, sera déterminante dans l'élaboration des futurs paramètres qualitatifs pour le domaine céréalier.

Pour Lorne Hehn, commissaire en chef de la CCB, la réputation du Canada en tant que fournisseur fiable de grain de qualité n'est plus à faire. Il s'agit maintenant de conserver cette position.

Cent ans d'histoire du cinéma sur timbres

OTTAWA —
Le 22 août prochain, la Société canadienne des postes émettra un jeu de 10 timbres autocollants pour souligner les 100 ans du cinéma au pays. Cet hommage philatélique à ce que le paysage cinématographique canadien compte de meilleur coïncidera avec l'ouverture du Festival des films du monde de Montréal.

Les timbres reproduisent des images extraites des films suivants:

L'arrivée d'un train en gare: en 1986, les spectateurs présents au 78 de la rue Saint-Laurent à Montréal voient l'invention des frères Lumière, le cinématographe, à l'oeuvre pour la première fois en Amérique du Nord;

Back to God's Country (1919); classique du cinéma muet canadien, ce film est tourné sur les rives du Petit lac des Esclaves, dans le nord de l'Alberta, et en Californie;

Hen Hop! (1942) marque un jalon important dans la carrière de Norman McLaren, sans contredit le maître de l'animation canadienne;

Pour la suite du monde (1963) un documentaire sur la chasse au béluga pratiquée par les habitants de l'Île-aux-Coudres, au Québec, par les réalisateurs Pierre Perrault et Michel Brault;

Mon oncle Antoine (1971) voté meilleur film canadien de tous les temps il y a quelques années;

Le voyage Chimérique (1970), l'histoire de deux perdants magnifiques originaires des maritimes;

L'Apprentissage de Duddy Kravitz (1974), un des rares films canadiens ayant remporté un franc succès aux États-Unis, un film qui a lancé la carrière de l'acteur Richard Dreyfuss;

Les Ordres (1974), une fiction ayant pour trame de fond les événements d'octobre 1970 au Québec;

Les Bons Débarras (1980), un film du regretté Francis Mankiewiez, d'après un scénario de Réjean Ducharme et mettant en vedette Marie Tifo, a remporté huit prix Génie;

The Grey Fox (1982), film qui retrace la vie du vieux voleur de train Bill Miner. Les critiques américains ont loué la beauté du film et le talent de son réalisateur.

Pour l'historien André Pâquet, qui a pris part au choix des oeuvres du jeu, «Il s'agit, pour la plupart, d'illustrations remarquables d'un genre cinématographique actuel ou passé. Ce sont tous des grands classiques du cinéma canadien».

La production cinématographique canadienne est au point mort lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement fédéral crée l'Office national du film (ONF) en 1938 à la suite du rapport du producteur de films britannique John Grierson. Dès 1945, l'organisme compte parmi les gros studios de production du monde avec 500 métrages à son actif. À prédominance anglophone depuis ses débuts, l'ONF vient s'installer à Montréal après la guerre. L'organisme fédéral donnera son élan au cinéma québécois, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses murs. Par l'ensemble de leurs productions, les sections anglaise et française, distinctes depuis 1964, témoignent sur pellicule de ce que certains ont appelé un "naturalisme canadien particulier".

L'artiste montréalais Pierre-Yves Pelletier a conçu ce jeu exceptionnel de 10 timbres. M. Pelletier a réalisé plus de 50 vignettes pour le compte de la Société Canadienne des postes, dont certaines de la série *Chefs-d'oeuvre de l'art canadien* et celles de la série consacrée à la Seconde Guerre mondiale. Les vignettes autocollantes découpées à l'emporte-pièce suggèrent une bande de film et reproduisent une séquence complète de chaque oeuvre. Elles indiquent le titre et l'année du tournage de même que d'autres renseignements sur les productions.

Il sera possible de se procurer les timbres et les plis Premier jour officiels auprès des comptoirs postaux participants ou par commande postale auprès du Centre national de philatélie.

Enfin, une radio communautaire à Saint-Paul

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — La revue *Radios communautaires et développement*, de l'Alliance des radios communautaires du Canada (ARC) annonçait, dans son plus récent numéro, la mise sur pied prochaine d'une radio communautaire à Saint-Paul.

L'article rapporte que la communauté francophone de Saint-Paul a maintenant enclenché officiellement le processus d'implantation de la station, qui portera le nom de *Éliannêtre* et qui devrait avoir ses bureaux à l'intérieur du futur centre scolaire communautaire. La communauté de Saint-Paul projetait d'ouvrir sa propre radio communautaire depuis une quinzaine d'années.

Immersion

Une odyssée littéraire au pays de la Rivière-la-Paix

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — «C'était toute une odyssée en camping», raconte l'écrivaine Marie-Josée L'Hérault, en parlant de son premier voyage dans l'Ouest avec ses parents. «Je m'étais dit, en passant à Calgary, qu'un jour je viendrais vivre dans l'Ouest.» Elle n'était qu'une fillette, mais une dizaine d'années plus tard ce voeu s'est réalisé. Elle a tout récemment publié un roman, inspiré de son séjour à Peace River et ailleurs en Alberta en tant qu'enseignante.

Marie-Josée ne parlait pas l'anglais et elle quittait la maison pour la première fois à l'âge de 22 ans en direction de l'Ouest. Comme tant d'autres Québécoises depuis les années 1970, elle avait été recrutée pour travailler dans une école d'immersion. Heureusement pour elle, une branche de la famille de son père s'était déjà installée à Saint-Isidore. Elle ne connaissait pas ces cousins franco-albertains, mais ils l'ont accueilli chaleureusement.

«J'ai trouvé les gens accueillants, affirme-t-elle. Les gens font beaucoup d'activités. D'ailleurs, j'ai participé à plus d'activités là que dans les grandes villes. C'est facile de rencontrer des gens.»

L'envers de la médaille, c'est que dans une petite communauté, il est difficile de s'isoler, même pour un moment. «Ce que je trouvais un peu plus difficile, lance-t-elle, c'est que je n'avais pas de vie privée. » Elle raconte qu'elle ne pouvait pas aller au cinéma sans que tout le monde le sache. «D'un côté c'est agréable, mais parfois je voulais échapper à tout cela."

L'écrivaine a enseigné un an à Peace River avant de prendre la route de nouveau, cette fois-ci en direction de Calgary. Cela ne s'est pas fait sans regret. Elle avoue que si elle avait la possibilité, elle retournerait vivre à Peace River sans hésitation.

En tout, elle a enseigné cinq ans dans les classes d'immersion en Alberta, d'où vient le titre de son roman *Immersion.* Les enseignants pourront certainement sympathiser avec la protagoniste. Elle raconte que dans le roman, l'enseignante a un élève qui lui pose des difficultés, qui lui donne du fil à retordre. Malgré tout cela, l'enseignante aime toujours cet enfant: «On veut les aider même s'ils nous donnent de la difficulté.»

Par contre, nous sommes aussi dans le domaine de la fiction. «On prend le caractère d'un voisin, le nez d'un autre, explique-t-elle, et on compose les personnages.» Elle a laissé libre cours à son imagination. L'intrigue du roman gravite autour d'une jeune enseignante qui quitte le Québec pour mettre fin à une relation amoureuse difficile. Au lieu de retrouver la paix et l'harmonie dans l'Ouest, elle se retrouve embourbée dans un conflit avec la direction de l'école et amie avec une femme, pratiquement son double, qui est prise dans l'engrenage d'une relation nocive. Cela ne veut pas pour autant dire que tout le roman est sombre, quoique l'humour qu'on y retrouve est noir. «C'est dramatique, mais en même temps il y a des passages humoristiques», raconte-t-elle.

Immersion est le premier roman de l'écrivaine qui n'enseigne plus. Elle a échangé sa craie d'enseignante pour la plume d'écrivain. D'ailleurs, c'est ce qu'elle a toujours rêvé de faire. Elle explique que presque tout le monde dans sa famille enseigne et elle n'a fait que suivre la voie déjà toute tracée. «Quand on est jeune, réfléchit-elle tout haut, il y a beaucoup de facettes de nous-mêmes que nous ne connaissons pas.»

Marie-Josée compose maintenant un recueil de nouvelles, mais dont cette fois-ci, l'intrigue se passe au Japon. Ayant appris l'anglais dans l'Ouest, Marie-Josée est allée enseigner un an chez les japonnais. Elle n'a pourtant pas été dépaysée là-bas.

«Le Japon, c'est moins exotique qu'on pourrait le croire, affirme-t-elle. C'est le pays le plus américanisé de l'Orient.» Avec ses *McDonald's* et ses *7-11* on pourrait se croire en Amérique, mais ce n'est pas le cas. C'est lors des fêtes que les traditions sortent au grand jour. «Le moderne côtoie la tradition, lance-t-elle. C'est vraiment surprenant.»

Marie-Josée habite maintenant à Québec. Le dicton veut que "qui prend mari prend pays", mais dans son cas ce fut tout le contraire. C'est avec son époux, originaire de Peace River, qu'elle s'est installée à Québec. Elle était récemment de passage à Edmonton pour faire la promotion de son livre avant de partir pour Kamloops afin de visiter sa belle-mère. Le roman *Immersion* est maintenant en vente à la librairie le *Carrefour.*

Économie

Nouvelle orientation à la Banque du Canada

OTTAWA — La Banque du Canada a entrepris de modifier le caractère de sa présence dans toutes les régions du pays. Elle élargira ses activités d'analyse économique et de liaison avec les intervenants du secteur économique. Parallèlement, elle poursuivra ses efforts visant à fournir de manière plus économique les services traditionnels liés aux billets de banque et aux titres ainsi que les services de banque centrale par le biais de la sous-traitance et du regroupement de certains de ces services.

La Banque du Canada a toujours eu des bureaux régionaux, mais les plans qu'elle a dévoilés représentent une orientation nouvelle qui cadre avec le désir avoué de la Banque de devenir une institution plus ouverte et plus accessible.

Ainsi, pour refléter le caractère national de l'institution, les bureaux régionaux (dont celui des Prairies situé à Calgary) élargiront le rayonnement régional de la Banque et l'analyse de l'évolution de la situation économique et financière dans les régions. Les nouvelles activités liées à la présence de la Banque commenceront en 1998.

Par l'entremise de ses cinq bureaux régionaux, la Banque du Canada:

-Renforcera et élargira les liens qu'elle a dans les régions avec le milieu des affaires, les administrations publiques, les établissements d'enseignements et divers organismes et associations;

-Améliorera l'analyse de l'évolution et des perspectives de la situation économique et financière régionale;

-Élargira son programme de liaison externe dans le cadre duquel des administrateurs et des cadres supérieurs font de fréquentes visites sur tout le territoire canadien pour y rencontrer divers groupes locaux;

-Augmentera le nombre de séances d'information liées au *Rapport sur la politique monétaire*, publié deux fois l'an.

Les communautés francophones et acadienne et la formation professionnelle

OTTAWA (APF) — Désormais, les communautés francophones et acadienne pourront «orienter» les politiques, les programmes et les services offerts par le ministère du Développement des ressources humaines pour tout ce qui concerne la formation professionnelle et l'adaptation de la main-d'oeuvre.

Le ministre du Développement des ressources humaines, Doug Young, se prépare à ratifier une entente de principe avec le Conseil canadien de la coopération (CCC) et la Fédération des communautés francophones et acadienne(FCFA), en vertu de laquelle son ministère s'engage à contribuer au développement et à l'épanouissement des communautés francophones et acadienne en leur assurant «une participation équitable» aux programmes et services du ministère. Plus important encore, le ministère s'assurera que les provinces qui accepteront la responsabilité de la formation professionnelle, tiendront compte des besoins et des attentes de ces communautés .

Le ministère financera aussi la création et le fonctionnement d'un comité conjoint national, qui sera justement chargé de veiller aux intérêts des minorités francophones au chapitre de la formation. Le comité conseillera le ministre lors de l'élaboration de nouveaux programmes destinés aux minorités francophones, il facilitera la coordination des projets et des initiatives locales, régionales et nationales visant le développement des ressources humaines et le développement économique communautaire, et appuiera les activités des groupes communautaires.

Doté d'un secrétariat, le *Comité national de développement des ressources humaines de la francophonie canadienne* (DRHFC) sera composé d'un nombre égal de représentants des communautés francophones, du ministère du Développement des ressources humaines et d'autres ministères fédéraux, jusqu'à un maximum de 12 membres.

Le Comité aura un oeil sur les sommes qui seront dépensées par les gouvernements en matière de formation professionnelle pour les francophones. Il pourra évaluer combien devrait être dépensé pour les groupes francophones hors Québec, ce qui a été effectivement dépensé pour cette clientèle et l'impact de ces investissements sur le développement des ressources humaines et le développement économique des communautés francophones et acadienne.

Le gouvernement fédéral a déjà proposé aux provinces de se retirer complètement du champ de la formation professionnelle d'ici une période maximale de trois ans. Selon la proposition fédérale, Ottawa cesserait d'acheter des cours de formation et d'offrir des programmes d'apprentissage, de formation en milieu de travail et de formation dans le cadre de projets. Ce sont les provinces qui s'occuperaient de la formation professionnelle. Les services seraient toujours offerts dans les deux langues officielles, là où la demande le justifie.

La décision qui sera bientôt annoncée par le gouvernement concernant la formation professionnelle au sein des communautés francophones, est l'aboutissement d'un dossier amorcé il y a trois ans lors du Sommet économique national organisé par le CCC et la FCFA. A l'époque, les participants avaient justement identifié la formation professionnelle et l'adaptation des ressources humaines comme des priorités pour relever l'économie des régions.

Créé à la suite de ce sommet, le Comité d'adaptation des ressources humaines de la francophonie canadienne remettait il y a un an au ministre du Développement des ressources humaines un plan directeur étoffé, traitant de l'adaptation de la main-d'oeuvre francophone. Son président, Guy Matte, se dit satisfait de l'entente qui sera conclue avec le gouvernement fédéral: «C'est beaucoup plus que ce qu'on avait jusqu'à maintenant». Pour la première fois en effet, les communautés francophones et acadienne pourront surveiller de près leurs intérêts au sein même de l'appareil fédéral.

M. Matte ne saute cependant pas de joie à l'idée de voir les provinces s'occuper dorénavant de la formation professionnelle: «On n'a pas toujours eu raison de mettre notre sort entre les mains des provinces», rappelle-t-il. Certaines d'entre elles sont d'ailleurs soupçonnées d'avoir détournées, à d'autres fins, des fonds fédéraux qui devaient servir au développement de la main-d'oeuvre francophone, malgré la signature d'ententes avec le fédéral.

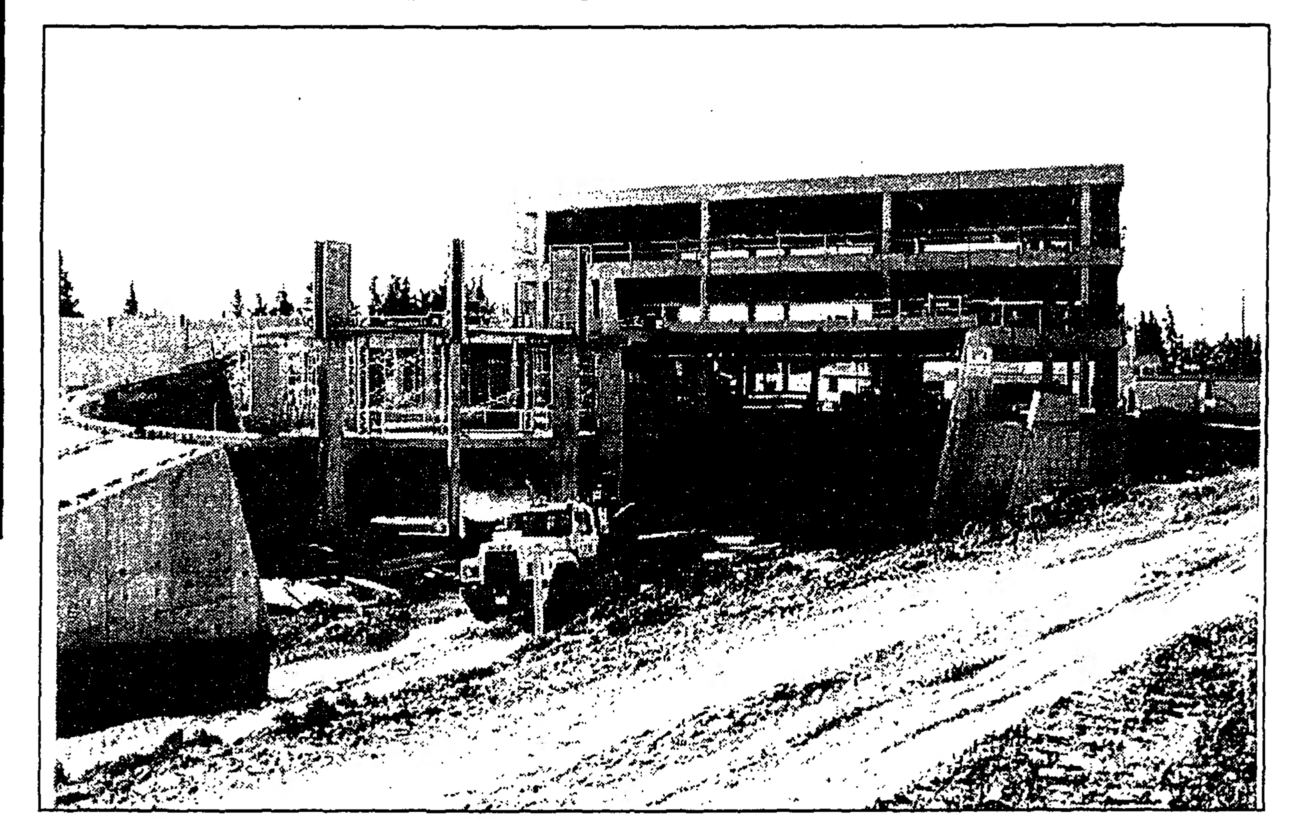
Nouvelle journaliste au Franco

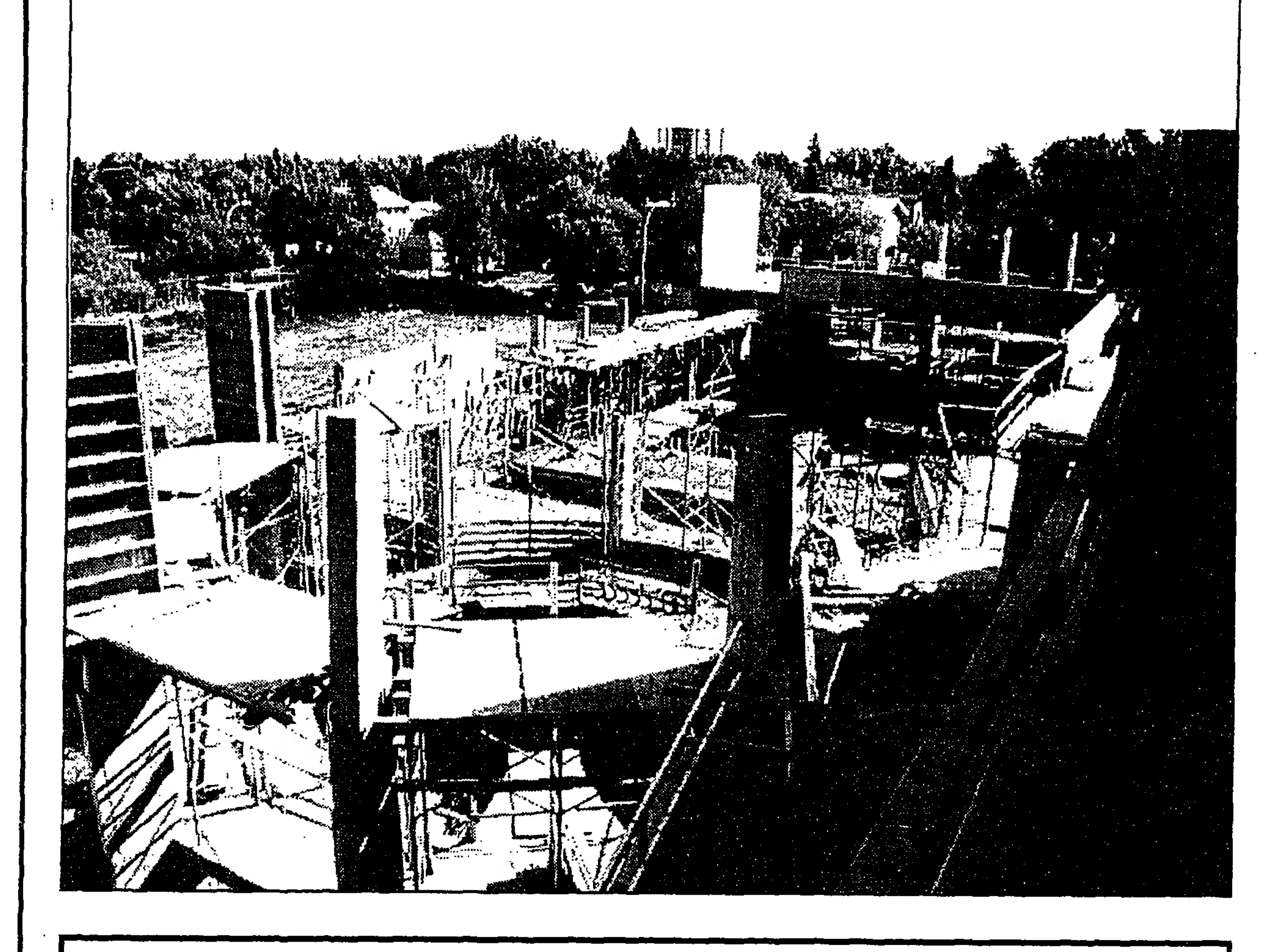
Un nouveau membre s'est joint à l'équipe du Franco: **Patricia Hélie**, journaliste de formation. Patricia est originaire de Trois-Rivières, au Québec, et a suivi son cours d'Arts et technologies des médias au CEGEP de Jonquière. Nous lui souhaitons officiellement la bienvenue.



Cité francophone

EDMONTON — Les travaux de construction de *La Cité Francophone*, sur la 91ième rue, vont bons train. Les travaux, qui ont débuté au début du mois de janvier dernier, devraient être terminés pour la mi-décembre. Rappelons que le nouvel édifice abritera un théâtre, quelques commerces et bon nombre d'organismes francophones tel que Francophonie Jeunesse de l'Alberta, l'ACFA régionale et provinciale, l'association des parents francophones de l'Alberta ainsi que *Le Franco*.







Le 3 juillet dernier est décédé, à l'âge de 67 ans, le père Gaston Montmigny, o.m.i. Le père Montmigny a longtemps été archiviste des Oblats, à Saint-Albert et s'est impliqué à divers niveaux dans la communauté. Entre autres, il a été principal, directeur et curé d'une école-pensionnat à Assumption et curé-fondateur de la municipalité de Rainbow Lake, au nord de Rivière-la-Paix.

Natif de Sherbrooke, au Québec, le père Montmigny était à la retraite.

Internet fait vendre du papier!

RFI — Encore inconnu du grand public il y a trois ans, Internet est maintenant devenu le réseau des réseaux. Non seulement il est partout, mais il fait dépenser de gros montants d'argent. Pas seulement en ordinateur et frais de location, mais aussi en papier.

On ne compte plus le nombre de livres, de brochures, d'annuaires et de précis qui se publient chaque mois pour bien utiliser Internet. Les librairies n'en sélectionnent qu'une dizaine par mois parmi la trentaine de titre qui est publié, en anglais pour la plupart.

Même s'il fait tourner l'économie, Internet a encore plusieurs mauvais côtés. Le problème des *netjunkies* et des *webaholics* intéresse même certains psychiatres. Selon le docteur Yvan Goldberg, la *netmania* peut se détecter par les symptômes suivants: abandon de toute autre activité sociale, problèmes de sommeil prononcés, difficultés maritales et succession de rendez-vous annulés pour cause de paresse.

Pique-nique paroissial

LUCIENNE BRISSON

SAINT-ALBERT — Afin de coopérer avec la paroisse anglophone de Saint-Albert, les habitués de la communauté francophone du même endroit ont participé aux activités religieuses et sociales entourant le pique-nique annuel organisé par les autorités religieuses à l'occasion du 135ième anniversaire de la fondation de Saint-Albert.

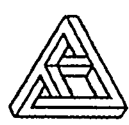
Mgr. Joseph MacNeil, archevêque de l'archidiocèse d'Edmonton, a d'abord officié la messe, en anglais et en français, à la grotte de Notre-Dame de Lourdes de Saint-Albert. Mgr. MacNeil était assisté du Supérieur provincial des Oblats, le père Camille Piché, o.m.i., et le curé de la paroisse, le père Georges LaGrange, o.m.i.. Le premier épître du jour a été lu en français par le président de la communauté francophone, M. Marcel Doucet. Dans son homélie, Mgr. MacNeil a rappelé que c'était le 135ième anniversaire d'une foi vécue que l'on célébrait.

Les francophones avaient leur kiosque qui était enrichi de nombreuses photos, résultats de plusieurs activités.

Après le pique-nique, une épinette, qui avait été apportée par un handicapé, a été plantée afin de commémorer cette journée.

Cet effort de rapprochement entre les deux communautés laissera peut-être la place à des lendemains plus harmonieux entre les deux parties.

OFFRES • D'EMPLOI



Francophonie jeunesse de l'Alberta

L'association jeunesse provinciale des franco-albertain-es est à la recherche d'un-e

Agent-e de formation

Fonctions principales:
- coordonner et promouvoir l'offre de sessions de formation aux divers regroupements jeunesse à travers la province;
- développer le contenu des modules de formation;
- assurer un suivi auprès des regroupements jeunesse afin d'appuyer leur bon fonctionnement;
- créer et maintenir les liens entre l'association et les divers organismes qui oeuvrent auprès de la jeunesse.

Exigences:
- aimer travailler avec les jeunes;
- connaissance et expérience du milieu francophone albertain;
- expérience en animation et en formation;
- diplôme post-secondaire ou expérience équivalente;
- avoir un horaire de travail flexible.

Rémunération: contrat à négocier

Date limite du concours: le 14 août, 1996

Faites parvenir votre curriculum vitae ainsi que trois références à:

M. Zacharie Magnan, président
Francophonie jeunesse de l'Alberta
Pièce 200, 8925 - 82 avenue
Edmonton (Alberta) T6C 0Z2

Tél: (403) 469-1344

OFFRE D'EMPLOI

L'A.C.F.A. régionale de Lethbridge sollicite des canditatures pour le poste suivant;

Agent.e à l'administration

Tâches principales
- tenue de bureau
- comptabilité sur ordinateur
- service d'information à la clientèle
- Mise en page et supervision du bulletin de nouvelles.

Exigences:
- maîtrise du français parlé et écrit
- bonne connaissance du traitement de texte
- exellente connaissance en comptabilité
- expérience préalable requise

Description du poste: temps partiel

Salaire: à déterminer

Faites parvenir une lettre de présentation et votre curriculum vitae avant ou le **10 septembre 1996 à 16h30 à:**



Mme Chantal Desgagné, présidente
ACFA régionale de Lethbridge
Suite 202, 325 6e rue sud
Lethbridge, AB
T1J 2C7



GOVERNMENT OF ALBERTA

TRAVAILLEUR AU SERVICE EXTERNE DE SANTÉ MENTALE

Concours No. HL96EWAGE-030-AFA

PEACE RIVER — Nous avons trois occasions d'emplois à temps plein dans les régions de Smoky River, Manning et Peace River. En qualité de membre d'une équipe multidisciplinaire, vous devrez offrir des services externes aux clients et clients potentiels qui souffrent de désordres mentaux sévères et persistents. Vous travaillerez en collaboration avec le thérapeute, le client, le responsable des soins et les autres agences communautaires afin de développer et mettre en application des plans de services afin de permettre aux familles et aux responsables des soins de conserver les clients dans leur communauté. De plus, vous devrez aider les clients à poursuivre leurs activités quotidiennes. À cet effet, vous devrez faire le lien entre le client et les services dont il a besoin, tel le logement, le transport et l'emploi spécialisé de même que les activités sociales et récréatives. **QUALIFICATIONS REQUISES:** Éducation secondaire et cours spécialisés dans le domaine ainsi qu'une expérience de travail thérapeutique dans une institution spécialisée dans les services de santé mentale. Les équivalences seront prises en considération. Un permis de conduire valide est essentiel. **NOTE:** Vous serez employé par Alberta Health mais vous serez secondé par le Provincial Mental Health Board. Ces occasions d'emploi se terminent le, ou avant le 31 mars, avec possibilité d'emploi prolongé avec le Regional Health Authority.

Salaire: 12,00$ – 13,31$ de l'heure

Date de fermeture du concours: demeure ouvert jusqu'à la sélections de candidats

Alberta Mental Health Board, Zone Nord-Ouest

Veuillez envoyer un formulaire ou un curriculum vitae avec le numéro de concours à:

Donna Lozinski, Consultante en personnel, Alberta Health, Service de gestion et des ressources humaines 13e étage, 10025 – avenue Jasper, Edmonton, Alberta, T5J 2N3, Tél: (403) 427-1524, Télécopieur: (403) 427-5597



University of Alberta
Faculté Saint-Jean

La faculté est à la recherche d'un chauffeur de mini-bus (15 passagers) pour assurer le transport des étudiants entre la Faculté Saint-Jean et le Campus-Ouest.

Exigences:
- Permis de conduire classe 4
- Bonne connaissance du français oral
- Ponctualité

Salaire:
10.65$ de l'heure (38 heures par semaine environ)

Durée:
du 5 septembre au 6 décembre 1996 et du 6 janvier au 11 avril 1997.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae ainsi qu'un extrait de leur relevé de conducteur, avant le 16 août 1996 à:

Claudette Tardif, Doyenne
Faculté Saint-Jean
8406, rue Marie-Anne Gaboury
Edmonton, Alberta
T6C 4G9
Téléphone: (403) 465-8705

University of Alberta respecte le principe d'équité en matière d'emploi. Elle encourage les candidatures des autochtones, des femmes, des membres des minorités visibles et des personnes handicapées. Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ce poste est offert aux citoyens canadiens et aux résidents permanents.

Société historique et généalogique de Smoky River

Rencontre des anciens des Premières Nations

NOËLLA FILLION

DONNELLY — Le 15 juillet dernier, sous l'initiative de Darlene Plamondon, Richard Davis et Sandy Willier, cinquante-deux anciens de huit bandes différentes se rencontraient à la Société historique et généalogique de Smoky River. Dans la salle communautaire voisine, plusieurs photos des missions amérindiennes de la Société historique étaient exposées.

Les organisateurs ont été plus que satisfaits de la grande participation des anciens. En effet, 84 personnes, incluant les bénévoles, ont profité de cette rencontre. Selon Richard Davis, président du *Lesser Slave Lake and Treaty Aboriginal Rights Research Program*, le but de cette première rencontre était d'établir un réseau des anciens en vue de recueillir le plus d'information possible. A cause de la tradition orale des nations amérindiennes, rien n'a été conservé par écrit. À chaque passage d'un ancien, c'est donc une importante mine d'informations qu'il est important de recueillir afin de les partager. Elles seront ensuite traduites en information généalogique et préservées pour l'histoire. Les Premières Nations suivantes étaient représentées: East Sawridge, Swan River, Driftpile, Sucker Creek, Kapoweno (Grouard), Duncan, Sturgeon Lake et Horse Lake. Aux dires de plusieurs, c'était la première de plusieurs rencontres.

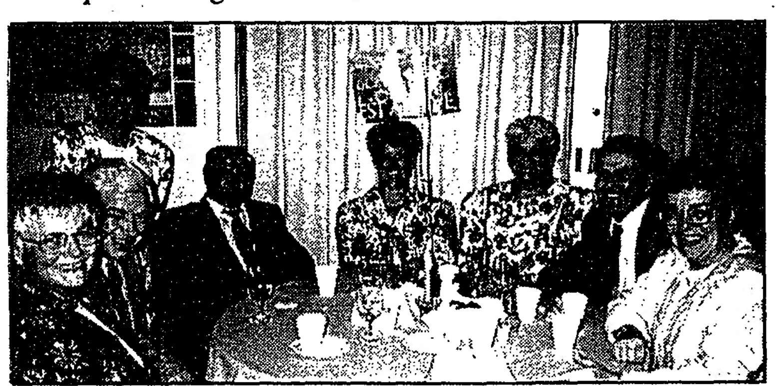

Richard Davis photo: NOËLLA FILLION

Hommage à soeur Colette Pelchat

CLÉMENCE LAVOIE-LEMIRE

BONNYVILLE — Le samedi 22 juin dernier se tenait une soirée pour rendre hommage à soeur Colette Pelchat de Bonnyville. Ses amis et collègues de l'école élémentaire Notre-Dame lui ont rendu un bel hommage au cours d'une rencontre qui a eu lieu au centre culturel de Bonnyville.

En communauté depuis 41 ans, soeur Colette s'est toujours impliquée au sein de la communauté, que ce soit comme enseignante, animatrice chez le Guides ou animatrice liturgique. Elle prendra maintenant une année sabbatique à Sainte-Élie d'Orford, au Québec, pour ensuite réorienter sa carrière dans un domaine autre que l'enseignement.


De gauche à droite, sr. Denise St-Arnault, M. Gérard Moquin, mmes Thérèse Moquin, Magella Pelchat, Yvonne Pelchat, Angélina Pelchat, M. Laval Pelchat et sr. Colette Pelchat.

Construction:

Hausse importante des mises en chantier

OTTAWA — Selon les plus récentes données publiées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la forte hausse des mises en chantier au deuxième trimestre indique clairement que la reprise tant attendue de l'activité sur le marché du logement s'est amorcée.

À l'échelle nationale, le nombre de mises en chantier s'est accru de 11,2%, passant du niveau révisé de 112 100 logements au premier trimestre à 124 600, en données désaisonnalisées annualisées (DDA).

«Il s'agit des meilleurs résultats obtenus depuis un an et demi », a déclaré Gilles Proulx, économiste en chef au Centre d'analyse de marché de la SHCL. «La situation devrait continuer à s'améliorer. La construction résidentielle profitera de l'activité sur le marché de la revente, du prix abordable des logements neufs et de la diminution du stock de logements inoccupés» a-t-il ajouté.

La hausse de l'activité au deuxième trimestre est principalement attribuable aux mises en chantier de maisons individuelles dont le nombre s'est élevé à 79 000 DDA comparativement à 69 000 au premier trimestre. Le nombre de mises en chantier de logements collectifs a également augmenté, passant de 43 100 à 45 200 DDA. L'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec ont affiché les gains les plus important au deuxième trimestre.

Dans les Prairies, 21 300 mises en chantier DDA ont été enregistrées contre 20 200 au trimestre précédent. La construction résidentielle a commencé à progresser l'an dernier à la faveur de la forte expansion économique et du resserrement du marché de la revente conjugué au relèvement des prix. Comparativement au premier trimestre, le niveau d'activité a quelque peu fléchi en Alberta pour s'établir à 15 800 logements DDA. Le nombre de mises en chantier s'est accru en Saskatchewan (2 700 logements DDA) et au Manitoba (2 800 logements DDA).

OFFRES D'EMPLOI

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82e Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

Le Franco
8923 - 82 Avenue,
Edmonton, Alberta T6C 0Z2
téléphone: 465-6581 télécopieur: 465-3647

Coop d'habitation :Le quartier du collège: reçoit les applications pour la location d'appartements dans l'avenir. SVP communiquez avec Rose-Marie Tremblay au 469-1116 (oct 96)

Gardienne d'enfants francophone avec expérience (pour 2 ans et plus) demeure près de la faculté. Contactez Maryse au 465-3567 (23-8)

GARDERIE BONNIE DOON Pour le bien-être de votre bébé (0 à 18 mois) employés diplomés. Inscription pour septembre, appelez au 468-2841 (6-9)

Hazeldean -
Sous-sol 31/2 pièces, très propre, bien éclairé, réfrigérateur, poêle, accès à la salle de lavage, services inclus, non-fumeur, pas d'animaux, libre immédiatement $375/mois Info: 439-9965 (23-8)

PRIÈRE AU ST-ESPRIT

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la **PRIÈRE AU ST-ESPRIT dans LE FRANCO.** Vous devez inclure avec votre demande la somme de 21,40$ (TPS comprise). n'oublier pas d'inscrire vos initiales.
LE FRANCO
8923 - 82 Avenue
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2

Paroisses francophones
Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche:10h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont Saint-Vital
4905 - 50eRue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

PEACE RIVER

Our Lady of Peace
10405 - 99e rue
3E dimanche du mois

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

Saint-Paul

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche à 9h30

TV5 : À NE PAS MANQUER!

NOTE : L'heure des émissions est indiquée selon l'heure de l'Est.

FAITES LA FÊTE : LA FIÈVRE DU SAMEDI SOIR
Les paillettes, les pantalons patte d'éléphant, les talons expansés, les tenues et couleurs excentriques sont de mise pour ce FAITES LA FÊTE dédié à la période de disco. Tout ceux qui ont enflammé les boîtes de nuit au moment de la vague disco seront présents : Imagination et Les Rubette's interprètent un florilège de leurs succès respectifs; Patrick Hernandez pour *Born To Be Alive;* Village People pour *In The Navy* et *YMCA;* Patrick Juvet pour *I Love America* et *Où sont les femmes;* les Gibson Brothers pour *Cuba;* Gloria Gaynor pour *I Will Survive;* Thelma Houston pour *Don't Leave Me This Way.* Samedi 17 août à 19h30 (rediffusion dimanche à 23h15).

BOUILLON DE CULTURE : L'HISTOIRE DE BEAUMARCHAIS
À quelques jours de la sortie au Canada du film d'Édouard Molinaro, *Beaumarchais, l'insolent*, Bernard Pivot consacre son émission BOUILLON DE CULTURE à ce personnage multiforme, homme d'affaires peu encombré de scrupules, politicien visionnaire, grand amateur de femmes, procédurier et défenseur des droits de l'Homme, qui est passé à la postérité comme auteur dramatique pour les deux chefs-d'oeuvre qu'il nous a laissés : *Le Barbier de Séville* et *Le Mariage de Figaro*. Seront donc présents sur le plateau : le réalisateur Édouard Molinaro, les comédiens Fabrice Luchini et Sandrine Kiberlain, et Jean-Pierre de Beaumarchais pour *Beaumarchais, le voltigeur des lumières*. Dimanche 18 août à 20h30 (rediffusion lundi à 10h).

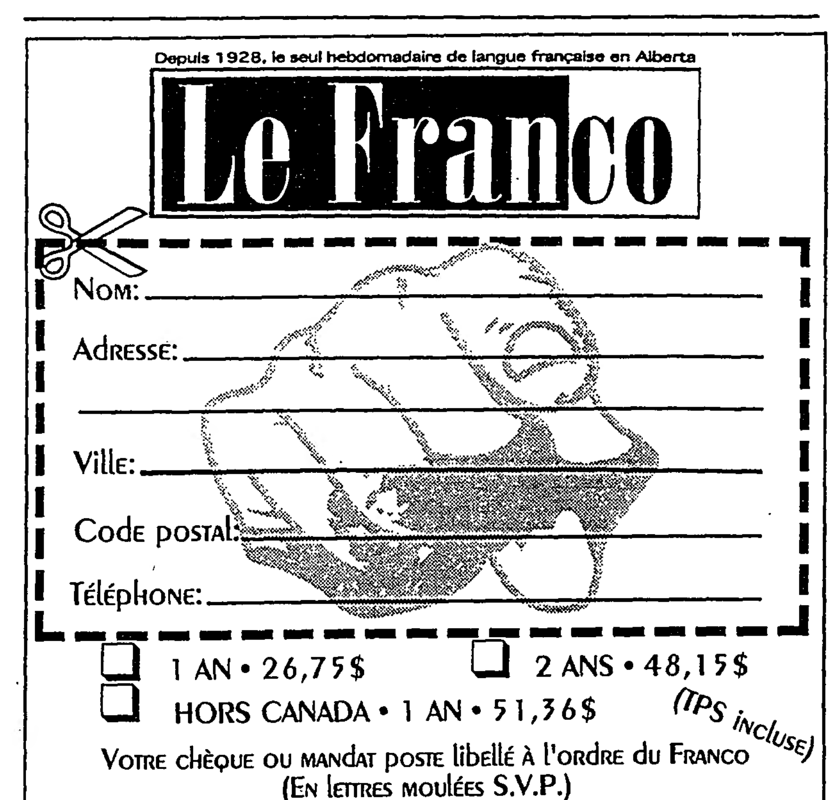
BAS LES MASQUES : MA VIE PRIVÉE SUR LA PLACE PUBLIQUE
Scandales, prétenduès révélations, rumeurs, photos volées : peut-on préserver sa vie privée lorsque, pour une raison ou une autre, l'actualité vous met sur le devant de la scène? Les personnalités, et plus particulièrement celles du monde du spectacle, sont les premières à être confrontées à ce viol permanent de leurs faits et gestes. Certes leur image est capitale et parfois ils en jouent, mais entre la nécessaire publicité et le harcèlement médiatique, il y a une frontière à protéger. Mireille Dumas recueille le témoignage de Sacha Distel et de Roger Vadim. Lundi 19 août à 20h30 (rediffusion le jeudi à 10h).

À SURVEILLER

TEMPS PRÉSENT vous propose cette semaine un fascinant dossier sur l'ONU, le mardi 20 août à 19h30 (rediffusion mercredi à 11h).

COMMENT ÇA VA? fait le point sur 200 ans de vaccination, le mardi 20 août à 20h30 (rediffusion jeudi soir à 1h15 et vendredi à 10h).

Note : l'intégrale de notre programmation se trouve sur Internet : http://www.tv5.org



Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Nom:
Adresse:
Ville:
Code postal:
Téléphone:

☐ 1 AN • 26,75$ ☐ 2 ANS • 48,15$
☐ HORS CANADA • 1 AN • 51,36$ (TPS incluse)

Votre chèque ou mandat poste libellé à l'ordre du Franco
(En lettres moulées S.V.P.)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

8923-82 avenue • Edmonton • Alberta • T6C 0Z2
Tél.: 465-6581 • Téléc.: 465-3647

LE FRANÇAIS, JE LE PARLE PAR COEUR!

Les Français sont là!

MARTIN BLANCHET

LEGAL — Est-ce normal pour un Français de se trouver au Canada le jour de la Bastille? Pour 44 visiteurs de la région d'Anjou, en France, ce fut le cas. Les visiteurs, en majorité des retraités d'une coopérative agricole, sont arrivés à Legal le 14 juillet, jour de la fête nationale en France. C'était un plaisir pour une vingtaine de familles locales de les accueillir chez-eux.

On doit ce séjour à M. **Laurent Guitton**, vendeur de bovins à Maine-Anjou et à M. **Henri Lusson**, éleveur de bovins à Legal. M. Guitton, lors de plusieurs voyage au Canada, avait fait la connaissance de M. Lusson, originaire de la même région de la France. De là, M. Guitton a inclus deux jours de visite à Legal pour terminer ce voyage organisé dans l'ouest canadien.

En plus de rester dans les foyers Legalois, les Français ont eu l'occasion de visiter quelques-unes des entreprises agricoles de la région, comme l'usine de luzerne, la ferme Saint-Denis (production de pois) ainsi que la ferme Rémi et Denise Cyr (production de poulet). Les Français ont particulièrement été impressionnés par les grandes machines agricoles, la grandeur des champs de colza (canola) et le fait que le français soit si présent dans cette mer anglophone qu'est l'Alberta.

Avant de reprendre l'avion, la communauté a organisé un souper suivi d'un programme typiquement local en l'honneur des visiteurs. L'histoire de Legal a d'abord été expliquée par **Normand Létourneau**. Ensuite, **Augustin Coursaux**, un expatrié de la France, a récité quelques monologues, suivi par **Daniel Colas**, un membre du voyage, qui a récité à son tour "Le coeur du paysan", un monologue en patois d'Anjou. Pour terminer la soirée, le groupe a chanté quelques chansons à répondre, le tout sous la direction de **Raymond Tremblay**.

Comme toute bonne chose a une fin, les adieux se sont fait le mardi 16 juillet, à quatre heures du matin, juste avant de partir pour l'aéroport international d'Edmonton. Reste maintenant de bons souvenirs, des adresses et une plus grande appréciation du pays de nos confrères francophones.